



Il faut un autre budget de l'Éducation nationale, pour une autre politique éducative !

Dans un contexte social marqué par les mobilisations contre le projet de réforme des retraites, les organisations FAEN, FERC-CGT, FSU, SGEN-CFDT, UNSA Éducation, pleinement impliquées dans l'action inter professionnelle, appellent les personnels de l'éducation nationale à manifester massivement samedi 16 octobre avec l'ensemble de la population.

Les fédérations de l'Éducation s'inquiètent des annonces gouvernementales concernant le projet de loi de finances 2011 sur le champ de l'éducation nationale, qui confirment une nouvelle saignée.

La politique dogmatique du non remplacement d'un fonctionnaire sur deux partant à la retraite impacte particulièrement ce ministère.

16 120 suppressions d'emplois sont programmées pour la seule mission « enseignement scolaire », parmi lesquelles 8 967 postes dans le 1^{er} degré, 4 800 dans le second degré et 600 emplois de personnels administratifs. Tous les niveaux d'enseignement sont gravement touchés, tous les personnels sont concernés.

Les opérateurs sous tutelle du MEN devront rendre 34 emplois (Céreq, CIEP, Cned, INRP, Onisep, Scéren-CNDP). L'enseignement technique agricole perdra, lui, 145 postes.

Cette année encore, l'inégalité de traitement public/privé est flagrante.

Le cynisme gouvernemental et ministériel touche à la provocation, quand « Bercy » précise que le projet de budget 2011 s'appuie sur « *un dialogue de gestion rénové avec les académies* », au vu de « *l'ampleur des moyens consacrés à l'éducation au plan national et la diversité des situations locales* ». En clair, ce sera aux académies de faire le travail de coupe, en utilisant les désormais fameux « leviers d'action » que sont notamment l'augmentation des effectifs des classes, la poursuite de la baisse de la scolarisation des enfants de 2 ans, la suppression des RASED, la diminution du potentiel de remplacement, les économies faites dans tous les secteurs de l'Éducation (école, collège, lycée, lycée professionnel, services centraux et services déconcentrés, sociaux et de santé), et sur la formation des enseignants...

Les satisfecit ministériels et les expérimentations diverses ne peuvent masquer l'évidence : l'ambition éducative pour tous les jeunes n'est plus une priorité en France. Cette poursuite des suppressions d'emplois, alors que les effectifs d'élèves augmentent, ne permettra pas au système éducatif de répondre au défi d'une nouvelle étape de démocratisation. Et ce sont les élèves des milieux les plus défavorisés qui en seront les premières victimes.

Nous ne pouvons accepter cette mise à mal du service public d'éducation qui concerne l'ensemble des usagers et des personnels. C'est d'une autre ambition éducative et d'un autre budget dont notre École a besoin pour assurer la réussite de tous et améliorer les conditions de travail des personnels.

Les fédérations de l'Éducation nationale se retrouveront très prochainement pour organiser ensemble une riposte commune afin de peser sur les débats budgétaires.

Paris, le 14 octobre 2010